Recherches sociographiques

LUC GERMAIN, LUC PAPINEAU et BENOÎT SÉGUIN, *Le grand mensonge de l'éducation. Du primaire au collégial : les ratés de l'enseignement du français au Québec*, Montréal, Lanctôt, 2006, 212 p.

Nicole Gagnon

Volume 48, numéro 2, mai-août 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/016445ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/016445ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagnon, N. (2007). Compte rendu de [Luc GERMAIN, Luc PAPINEAU et Benoît SÉGUIN, *Le grand mensonge de l'éducation. Du primaire au collégial : les ratés de l'enseignement du français au Québec*, Montréal, Lanctôt, 2006, 212 p.] *Recherches sociographiques*, 48(2), 160–162. <https://doi.org/10.7202/016445ar>

préoccupations pour les générations futures, l'environnement et les espèces menacées. Des nouvelles pratiques qui, sans passer par les canaux de la médiation institutionnelle classique (l'État, la bureaucratie), veulent répondre plus directement à l'appel de l'autre. Mais au lieu de célébrer cet élan de sollicitude, l'ouvrage rappelle aussi que l'on peut s'inquiéter de l'effacement du politique et du social dans cette généralisation de la compassion. Cela est vrai tant pour le domaine du politique en général (les institutions sociales, l'État-providence) que pour les applications particulières de la responsabilité (les handicaps, les soins de santé). Hors du social et du collectif, la sollicitude non seulement se prive de l'intelligence et de la puissance collective, mais elle ne voit plus dans l'autre que sa différence (la souffrance du patient, la folie) et oublie le statut de sujet (*alter ego*) et de concitoyen de ce dernier. Le livre souligne ici un conflit d'interprétation et d'application des plus sérieux – entre sollicitude et devoir, entre différence et égalité – auquel ni la pensée théorique ni celle axée sur la pratique ne peut faire abstraction.

L'ouvrage répond ainsi à ses objectifs de rendre compte de la diversité des pensées et des pratiques de la responsabilité. S'il est quelque peu compliqué de tracer une ligne directrice de cet ensemble diversifié, la qualité générale des textes compense cette difficulté. Je regrette seulement l'absence d'une introduction substantielle qui aurait permis de situer le livre dans les différentes publications déjà existantes sur le sujet ; la courte présentation des textes, en début d'ouvrage, informe peu à cet égard.

Bernard GAGNON

Luc GERMAIN, Luc PAPINEAU et Benoît SÉGUIN, *Le grand mensonge de l'éducation. Du primaire au collégial : les ratés de l'enseignement du français au Québec*, Montréal, Lanctôt, 2006, 212 p.

« L'immense farce qu'est l'évaluation » (p. 31), « la comédie qu'est la réussite » (p. 124), la hausse artificielle des taux de diplomation (p. 160) : c'est le grand mensonge de l'éducation que portent sur la place publique trois enseignants de français, au primaire, au secondaire et au collégial respectivement. Adeptes de la pédagogie par projet avant la norme, Luc Germain a dû revenir à un enseignement plus traditionnel, les enfants de sixième année ne maîtrisant pas suffisamment la langue pour être embarqués dans une « TRÈS motivante » aventure théâtrale. C'est que l'actuel « renouveau pédagogique » vise surtout à masquer les difficultés d'apprentissage ou à les éliminer magiquement, de deux façons complémentaires : supprimer les redoublements et regrouper les « poches » avec les « bolés » dans des classes hétérogènes, où ceux-ci seraient censés entraîner ceux-là à apprendre en s'amusant. Et ça fonctionne, en ce sens que les élèves « réussissent » de plus en plus en sachant de moins en moins.

Luc Papineau pose un diagnostic analogue pour le secondaire, tout en ratissant beaucoup plus large. Pour dégager les multiples raisons de l'échec pédagogique, il a eu recours à un abondant dossier de presse et d'Internet, en sus de son expérience personnelle. Faisant flèche de tout bois, le vigoureux propos manque par endroit de cohérence. Papineau déplore le double processus de nivellement par le bas de l'enseignement du français au secteur régulier : l'écramage opéré par les programmes particuliers destinés à concurrencer l'école privée et l'intégration des élèves en difficulté dans les classes régulières. (Si je comprends bien, il faudrait des classes plus homogènes pour l'élève faible et l'élève moyen, mais pas pour les « éléments performants » ?) Il dénonce aussi « le fait que la profession se meurt à petit feu » (p. 64), notamment en raison des tolérances d'engagement qui permettent à un bachelier disciplinaire d'enseigner sans aucune formation pédagogique ; pourtant, il avouera plus loin que ses études en pédagogie furent « la plus grande perte de temps de [sa] vie » (p. 97). « Einstein n'aurait pu enseigner au secondaire sans refaire quatre années d'université », ironise-t-il dans une citation au second degré (*ibid.*). Attrapant au passage l'idée que « des professeurs d'université [...] sont les véritables artisans » de la réforme scolaire (p. 74), il n'en fait pas moins porter le blâme sur les fonctionnaires du MELS, qui « a cette fâcheuse tendance à n'écouter que les avis qui le rassurent dans ses décisions » (p. 107). Et alors que ces « pédocrates » alliés à « certains universitaires des facultés des sciences d'éducation [...], depuis quarante ans, perpétuent la culture de l'échec au Québec » (p. 127), la présente réforme constitue pourtant « un changement majeur en éducation » (p. 123).

Pour le collégial, Benoît Séguin fonde sa critique sur une description précise des programmes et de l'examen ministériel dit « épreuve uniforme de français », qu'un bon élève du primaire peut déjà réussir. Il préconise par conséquent un examen beaucoup plus exigeant, « quitte à provoquer une hécatombe » (p. 186). C'est ce que j'appellerais mettre la charrue avant les bœufs, considérant qu'il serait indécent d'exiger de nos jeunes la maîtrise de ce qu'on ne leur a enseigné qu'à moitié. Au lieu de se braquer sur la question, somme toute secondaire, de l'évaluation, on serait mieux avisé de commencer par s'en prendre aux programmes – issus de la « bêtise de nos pédagogues universitaires » (p. 195) que les auteurs dénoncent en conclusion, en sandwich entre « l'inefficacité gouvernementale » et « l'hypocrisie de nos concitoyens ».

En introduction, les auteurs soutiennent que leur « pamphlet [...] vaut certainement toutes les chroniques et les savantes analyses des observateurs extérieurs » (p. 13). Mettons. Restent certaines choses qui se voient mieux à distance qu'à bûcher en pleine forêt. Si Papineau a puisé abondamment dans les chroniques, il a feuilleté un peu vite *Main basse sur l'éducation* et ignoré mes savantes analyses d'*Un dérapage didactique*, qui traitait justement de son chantier. Pour se clarifier les idées sur « les pédocrates du MELS », il aurait encore intérêt à se taper l'élégante critique de Marc Chevrier sur « Le complexe pédagogo-ministériel », dans *Argument* de l'automne dernier. Pour finir : ça m'embête d'avoir à renoter à un professeur de

français l'usage incongru de « ce dernier » là où il n'y a pas de premier ou quand il s'agit en fait de « celui-là ».

Nicole GAGNON

*Professeur retraité de sociologie,
Université Laval.*

Martine D'AMOURS, *Le travail indépendant. Un révélateur des mutations du travail*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2006, 217 p.

Le travail indépendant est souvent perçu comme une catégorie homogène ou polarisée du travail atypique : des entrepreneurs autonomes prospères versus des travailleurs sans véritable autonomie assumant les risques et la précarité de leur statut. Dans ce livre bien écrit et habilement structuré, Martine D'Amours « a voulu contribuer à une meilleure compréhension de l'hétérogénéité des situations de travail indépendant », également révélatrice des réalités d'un nombre grandissant de salariés. L'ouvrage est une version à la fois simplifiée et enrichie de sa thèse de doctorat.

Les trois chapitres de la première moitié du livre sont précédés d'une introduction qui explique l'itinéraire de l'auteure, le contenu de l'ouvrage et le choix de l'étude du travail indépendant « sous l'angle du travail et non de l'entrepreneuriat ». Martine D'Amours décrit la croissance de ce statut et ses transformations depuis les années 1970. Elle choisit de limiter son étude aux travailleurs indépendants sans employés, plus nombreux et moins favorisés que les travailleurs indépendants employeurs, pour les transformations structurelles du travail qu'ils permettent d'observer. L'auteure soutient que l'homogénéité de la catégorie des travailleurs indépendants est inhérente à ses constructions juridique et statistique qui la définissent comme l'envers du salariat : non-subordination du travailleur œuvrant à ses risques, dans sa propre entreprise, avec ses moyens et ses outils de production, dans un but de profit. La justesse de ces distinctions est toutefois critiquée par plusieurs auteurs qui soulignent l'hétérogénéité de cette catégorie et la ressemblance entre les caractéristiques des travailleurs indépendants sans protection sociale et celles des salariés à statut précaire. La revue de la littérature du chapitre 3 s'articule autour de quatre explications de la nature du travail indépendant et de sa résurgence : les caractéristiques sociodémographiques (capital humain et financier), les changements macroéconomiques (chômage, tertiarisation, production flexible), les transformations du travail (flexibilité et segmentation) et les régulations des institutions gouvernementales et du marché du travail.

La contribution principale de l'auteure est développée dans la deuxième moitié du livre. Le chapitre 4 est consacré au cadre théorique et au modèle d'analyse pour « comprendre et expliquer l'hétérogénéité des situations de travail indépendant